

Cet été, Toutes et Tous aux RIJ

Interview de Sara, étudiante espagnole en Pharmacie, mobilisée à Paris en soutien au Indignés espagnols

L'ÉA : Comment as-tu rejoint

l'assemblée générale de soutien sur
Paris à la mobilisation espagnole ?

Sara : Quand sont apparus les
campements en Espagne et l'énorme
mobilisation à Puerta Del Sol, j'ai
voulu apporter mon soutien mais je
ne connaissais personne pour cela.
J'ai vu un appel circuler sur internet.
Il y a eu dans un premier temps un
rassemblement devant l'ambassade
d'Espagne, nous étions trois cents
Espagnols, pour la plupart pas militants.
Nous avons décidé le lendemain
d'occuper le parvis de l'opéra, place
de la Bastille. L'idée, c'était d'abord
de soutenir les Espagnols, et de
s'adresser aux Français pour qu'eux
aussi se mobilisent.

En France, les médias ont peu parlé
du campement des Indignés. Il fallait
faire connaître ce qu'il se passait.

Dès le départ, nous nous sommes
réunis à plusieurs centaines, avec
une traduction bilingue pour la
compréhension.

Nous avons mis en place des
commissions de travail, sur le modèle
des campements espagnols. Je me
suis investie dans la commission
action, qui assure la visibilité de la
mobilisation. Nous avons distribué
des milliers de tracts, avec de bons
retours.

L'ÉA : Étais-tu militante avant ?

Sara : Pas vraiment. Il y a deux ans,
il y a eu dans les facs espagnoles des
mobilisations contre l'application des
accords de Bologne, j'ai participé sans
vraiment m'investir, c'est la première
fois que je suis à fond.

En France, le contexte est
assez différent. J'ai été dans les

manifestations contre la réforme des
retraites en octobre-novembre, les
cortèges étaient vraiment énormes.
Il y avait une mobilisation contre une
réforme similaire en Espagne. Le 29
septembre 2010, il y avait 10 millions
de grévistes et 500 000 personnes en
manif à Madrid. Mais les syndicats ont
accepté de signer la réforme avec le
gouvernement, ce qui les a largement
discredités.

En France aussi la réforme des retraites
a été adoptée, mais les syndicats
ne sont pas apparus comme ayant
trahi. Le côté spontané des camps en
Espagne, vient aussi du rejet de tout
ce qui est organisé dans la jeunesse.
En France, les gens n'en sont pas là.
Et puis les plans d'austérité sont plus
violents en État espagnol. On ne peut
pas faire à Paris comme à Madrid ou
Barcelone, la situation est différente.

L'ÉA : Les AG sont quand même
utiles ?

Sara : Oui, elles ont permis de discuter
avec des centaines de personnes.
On parle des revendications, des
perspectives concrètes, pour être
visibles, soutenir des petites luttes
dans des entreprises... Ça va
sûrement laisser des traces, il y a
beaucoup d'Espagnols pour qui c'est
la première mobilisation. Ils ont
énormément acquis d'expérience.
C'est intéressant de militer entre
gens de différentes nationalités, des
Espagnols, des Français, mais aussi
avec des Tunisiens !

L'ÉA : Viens-tu aux RIJ ?

Sara : Oui, peut-être, je vais essayer,
ça a l'air vraiment intéressant !

Cette année, IL FAUT VENIR AUX RIJ

Les Rencontres internationales de jeunes sont un camp
de jeunes organisé par la Quatrième internationale
(regroupement international d'organisations révolutionnaires
présentes dans une quarantaine de pays). Sans en faire
partie, le NPA entretient des liens important avec elle. C'est
une semaine de rencontres entre militants, sympathisants
et curieux de toute l'Europe et au-delà (Tunisie, Égypte, Irak,
Maroc, Liban, Mali, Venezuela, États-Unis, Philippines...). Des
débat, des commissions, des meetings, des formations, des
fêtes ont lieu tous les jours. Cette année, les 28^{ème} RIJ se
tiendront du 24 au 30 juillet dans le sud-ouest de la France.
Il s'agit d'ailleurs d'une des seules échéances de ce type
dans le monde. À la lumière de la crise et des résistances
en Europe et au sud de la Méditerranée, ces rencontres
prennent une tournure particulière.

Des échanges sans équivalent

Nous pourrons échanger nos expériences et prendre le
temps de discuter à l'échelle internationale du système
capitaliste, de la crise et de ses conséquences. Ce sera le
meilleur moment pour tenter de saisir les enjeux autour
des processus révolutionnaires dans les pays du Sud,
leurs impacts, leurs issues possibles et le rôle d'étincelle
qu'y joue la jeunesse. L'échange direct de nos expériences
respectives nous apprendra à tous plus que ne pourrait le
faire quelque lecture que ce soit. L'actualité de la révolution
et les processus à l'œuvre au sud de la Méditerranée posent
concrètement la question de la stratégie révolutionnaire.
Comment renverser le système capitaliste aujourd'hui ? À
quoi peut ressembler la révolution au 21^{ème} siècle ? Cette
question sera au cœur du camp.

En lien avec elles, nous pourrons avoir des débats sur le rôle
des offensives guerrières (Libye, Palestine, Côte d'Ivoire...),
du colonialisme et du racisme dans la période. Partout
dans le monde les classes dirigeantes cherchent par tous
les moyens à nous faire payer la crise. Face à ce système
de domination mondiale, il est nécessaire de s'organiser
internationalement et de coordonner notre politique à cette
échelle. Il est arrivé plusieurs fois de sortir des RIJ avec
une réponse commune aux attaques : comme par exemple
l'organisation de Forums sociaux étudiants européens. Nous
tiendrons aussi des réunions de la délégation française pour
préparer la rentrée militante.



L'expérience d'une autre société

C'est également une semaine où l'on tente de mettre en
pratique les idées que nous défendons
au quotidien : le partage des
richesses (une monnaie interne
permet de combattre les
inégalités entre pays), l'autogestion
afin de nous rapprocher le plus
possible de la société que nous
voulons construire (ce sont tous les
participants qui prennent en charge
collectivement le nettoyage, la bouffe,
l'organisation, le bar...), la lutte
contre les attitudes sexistes ou
homophobes avec notamment un
espace femmes non mixte et un
espace LGBT.

Damien et Tess

(Comité Jeunes

de Reims)



CONTACTE-NOUS ET PARTICIPE AUX

28^e RENCONTRES INTERNATIONALES DE JEUNES **DU 23 au 30 JUILLET 2011**
DANS LE SUD DE LA FRANCE

Une semaine de DÉBATS ET DE FÊTES ENTRE JEUNES RÉVOLUTIONNAIRES DU MONDE ENTIER

Par mail [CONTACT-JEUNES@NPA2009.ORG](mailto:contact-jeunes@npa2009.org) OU

envoyez vos coordonnées à NPA Jeunes, 2 rue Richard Lenoir, 93100 Montreuil

L'ÉTINCELLE ANTICAPITALISTE

Journal des jeunes du NPA - De la révolte à la révolution !

1 euro

#12
JUN
JUILLET
2011

DE TUNIS AU CAIRE, DE MADRID À PARIS...

CE SYSTÈME NE NOUS

OFFRE PAS D'AVENIR !



**RÉVOLTE
INTERNATIONALE
DES JEUNES !**


**NPA
JEUNES**

2ème Conférence Nationale des Jeunes du NPA - Printemps 2011

Les 28 et 29 juin derniers s'est tenue la seconde conférence nationale des jeunes du NPA (CNJ). À son congrès de fondation, le NPA a décidé de ne pas se doter d'une organisation de jeunesse autonome, mais de construire en son sein un secteur jeune qui jouit d'une autonomie politique sur les questions concernant la jeunesse. Ce sont ainsi les jeunes qui décident eux-mêmes des campagnes qu'ils mènent ou de la manière dont ils déclinent les campagnes du NPA en direction des facs, des lycées, des centres de formation d'apprentis, des jeunes travailleurs...

Pour cela, ils se dotent d'un secrétariat jeunes élu par la CNJ. Cette année, trois positions se sont déclarées nationalement : les « plate-formes » X, Y et Z qui ont recueilli respectivement 35,06%, 2,60% et 62,34%. Un nouveau secrétariat a été élu à la proportionnelle de ces positions.

Tribune de la PF Z (62,34% des voix à la CNJ)

« Rassembler le secteur jeune pour l'action »

Notre seconde CNJ se tenait entre un congrès de division du NPA (aucune orientation n'étant majoritaire) et une conférence nationale sur les élections qui s'annonce tendue. Pour la majorité du secrétariat jeunes sortant, il ne s'agissait pas de remettre dix balles dans la machine, mais au contraire de nous tourner vers l'extérieur, vers cette nouvelle génération militante qui est une des raisons d'être du projet NPA.

Si on sort de nos échanges internes, la CNJ se tenait surtout après que la révolte de la jeunesse a franchi la Méditerranée, à l'heure des occupations de places dans l'État espagnol ! Les événements de ces six derniers mois confirment que les jeunes jouent un rôle d'étincelle dans une situation d'instabilité du système. Ils peuvent entraîner à leurs côtés toutes les victimes de la crise, les travailleuse-s, avec ou sans emploi, stables ou précaires, dans une remise en cause de la société, de ses injustices, de ses institutions.

L'enjeu est que la révolte se mue en processus révolutionnaire. Nous ne savons certes pas quand se produiront les prochaines explosions en France, quelles formes elles prendront, de quelles questions elles partiront. La jeunesse se politise sur de nombreux sujets et nous devons mener des campagnes sur tous les aspects de la crise : les questions écologiques, la montée de l'extrême droite et du racisme, les oppressions des femmes et des LGBTI, la casse des services publics et de nos diplômes, le chômage, la précarité et les bas-salaires...

Surtout, nous devons nous tenir prêts à agir et à jouer un rôle majeur dans les luttes ; nous fixer d'ores et déjà des priorités d'intervention et non nous disperser en sautant d'une question à l'autre ; donner une cohérence à tous les volets de notre campagne pour refuser de payer les crises, prendre des initiatives pour les luttes et non retourner dans une activité routinière.

Les soulèvements donnent toute son actualité à l'idée d'une transformation révolutionnaire de la société. Les militant-e-s du secteur jeune du NPA doivent être implanté-e-s dans les facs, les lycées, les entreprises, les quartiers, pour porter des perspectives anticapitalistes dans les prochaines luttes.

Cette orientation a été validée par plus de 60% de la CNJ. La responsabilité de chaque militant-e, quelle que soit sa plate-forme, est désormais de sortir des débats internes pour s'adresser à son milieu, aux milliers de jeunes sans parti, désireux de passer de la révolte à la révolution !

Tribune de la PF Y (2,60% des voix à la CNJ)

« Mettre son milieu en action ! » ou comment avancer sans discuter vraiment...

Un secteur jeune autonome du parti implique de pouvoir discuter des questions que pose la situation politique et qui traversent le parti et non pas se contenter de dire qu'il faut « mettre en action son milieu » sur la base des campagnes à mener. Il est crucial d'intervenir dans les luttes mais aussi d'analyser la situation pour intervenir avec un programme politique et non de manière parasyndicale. Dire que les débats de congrès nous auraient suffisamment éprouvés pose un problème démocratique : si ce n'est pas à la CNJ que l'on discute du mandat que nous donnons au futur secrétariat jeune pour rédiger des tracts et journaux, qui prendra ces décisions ?

La tension des débats tient en grande partie à la préparation. La PFZ (dirigée par les jeunes de la P2) a fait des textes artificiellement consensuels au lieu d'assumer les débats nécessaires. Alors oui, il fallait lire entre les lignes, car les lignes évitaient sciemment les désaccords.

Nous nous félicitons que notre amendement sur la crise ait été adopté, il nous semble un outil nécessaire alors que nous avons décidé de mettre la crise au centre de nos campagnes. Nous nous réjouissons aussi de l'adoption de l'amendement sur la révolution permanente, qui nous arme pour comprendre les processus en cours. En revanche nous nous étonnons que la direction du SJ ait appelé à voter contre la suppression de la référence au programme d'urgence. Alors que la P2 estimait au congrès qu'il était important d'avoir un programme de transition, qui lie les revendications immédiates de la question du pouvoir, pourquoi dans le secteur jeunes un plan d'urgence, se contentant de répondre aux questions immédiates en les déconnectant de la perspective politique, deviendrait suffisant ? En outre, le refus d'admettre le rôle traître des directions du mouvement ouvrier ne fait qu'aggraver la dérive parasyndicaliste du secteur jeunes : cela mène à la vision que nous pourrions seuls, en impulsant des luttes partout où nous sommes, faire naître des mouvements nationaux. Ce sont les directions syndicales qui dirigent les masses, pas nous. Elles sont un obstacle, et ce n'est pas avec seulement avec un activisme débridé que nous parviendrons à le lever.

La tâche du secteur jeunes est d'être à l'avant-garde de la jeunesse révoltée et à la pointe de la lutte idéologique. Être un ou une militant révolutionnaire, ce n'est pas être plus convaincu que les autres que la grève est possible, c'est analyser, comprendre la société, et agir pour la changer.

Tribune de la PF X (35,06% des voix à la CNJ)

La conférence nationale jeune a été un moment d'échanges utiles permettant de faire le bilan des deux premières années du secteur jeune, d'avancer sur des questions jusqu'alors sous-estimées dans notre activité, et d'améliorer son fonctionnement.

L'ensemble du secteur jeune partage une analyse commune de la situation politique, ce qui a permis à cette conférence de nous mettre tous en ordre de bataille face à la rentrée chargée qui s'annonce avec la réforme Chatel sur les lycées et le PRL sur les facs. Cependant, nous avons pu constater, autant avant qu'après les débats de la CNJ, que nous n'avions pas tous la même manière de répondre à l'ensemble des questions politiques. Si nous nous satisfaisions de l'intégration des Marches des fiertés, événements important pour populariser les droits LGBTI, dans nos objectifs, certaines dimensions de la crise restent malheureusement sous-estimées. La montée de l'extrême droite et la politique raciste du gouvernement nécessitent de chercher à poursuivre la dynamique de la mobilisation unitaire « DNSI » du 28 mai en continuant à travailler avec les associations, les syndicats... D'autre part, les mobilisations écologiques du 11 juin contre le nucléaire et des 7 et 8 août contre les gaz de schiste nous paraissent être des événements importants permettant de mettre en avant notre profil anticapitaliste et écologiste, ce ne fut pas le cas des camarades de la PFZ. Le secteur jeune se doit d'avancer encore sur la construction d'une riposte globale à la crise multipolaire du système capitaliste.

Nous nous félicitons d'avoir avancé sur le fonctionnement des instances nationales du secteur jeune. Les ordres du jour du SNJ seront désormais envoyés quinze jours à l'avance pour permettre des discussions en amont dans les comités. Des commissions seront mises en place à l'intérieur du SNJ afin d'intégrer davantage de personnes aux tâches nationales. Une volonté est aussi affichée de travailler de façon plus approfondie avec le parti dans son ensemble, nous serons attentifs à ce que cela se traduise dans la pratique. Nous regrettons cependant la décision des camarades de la plate-forme Z de ne pas avoir souhaité intégrer une réflexion sur les débats en bloc paralysant la prise de parole de nombreux militants, notamment des femmes.

Le bilan de cette seconde CNJ est globalement positif pour notre secteur. Si certaines limites persistent, nous veillerons à continuer à faire progresser l'ensemble du secteur jeune vers un fonctionnement plus ouvert et une prise en compte de toutes les questions politiques concernant la jeunesse.



Alice D. NPA Jeunes Cherbourg



Alice D. NPA Jeunes Cherbourg

ANTIRACISME : LA RIPOSTE EST EN MARCHÉ !

À l'automne dernier était lancé un appel à la mobilisation pour la suppression du ministère de l'Identité nationale. Il a été signé par des milliers d'individus, la quasi totalité des organisations associatives, syndicales et politiques antiracistes ainsi que des artistes et des intellectuels. La manifestation prévue en mai a été maintenue, « contre le racisme, la politique d'immigration et pour la régularisation des sans-papiers ». Le collectif « d'ailleurs nous sommes d'ici », né de l'appel, a impulsé la création de plus d'une quarantaine de collectifs locaux organisant une quinzaine antiraciste se terminant lors de la manifestation du 28 mai.

La théorie du « choc des civilisations » entre un Occident soi-disant démocratique et le monde arabo-musulman, amalgamé au terrorisme et à l'oppression des femmes, a certes subi un coup de revers important avec les révolutions dans le Maghreb et le Machrek. Mais dans les quartiers populaires, la répression policière et l'absence de services publics conditionnent les populations « racisées » aux pires reculs sociaux et démocratiques. Dans les entreprises, de plus en plus de salariés tombent dans une division de notre camp social et se mettent à considérer le FN comme un parti démocratique. Dans la jeunesse, la mise en place de quotas dans l'attribution de chambres universitaires,

la complicité des administrations d'universités avec les préfectures dans la chasse aux sans-papiers ou les récentes exclusions de filles voilées de lycées sont autant de démonstrations des conséquences du racisme d'État.

La campagne « d'ailleurs nous sommes d'ici » a permis de mener une campagne de rassemblement par en bas, sur les marchés, les facs, lors des débats publics, aux côtés d'organisations et d'individus. L'appel a permis de sortir le mouvement antiraciste des clivages autour de la République. Pour le NPA, ce n'est pas au sein de la République française, avec son histoire coloniale, répressive et liberticide que nous pouvons lutter contre le racisme. Les acquis sociaux, la décolonisation, n'ont été acquis que par la lutte des travailleurs et des peuples contre l'État. Construire un mouvement antiraciste de masse, brisant les frontières, passera donc par le combat pour l'unité de toutes et tous, et des avancées vers une clarté idéologique et stratégique. La construction des collectifs nous a d'ores et déjà permis de relever l'espoir d'un tel mouvement, qui perdure après le 28 mai face au FN et au racisme d'État.

Kévin (Comité Jeunes Aix-Marseille)

La fin des gardes à vue à l'oeil ?

Par souci de se régler vis-à-vis de la Cour européenne des droits de l'Homme, la France a mis en place une réforme de la garde à vue. Une procédure pénale dans laquelle des prévenus n'ont pas le droit de garder le silence, ni de bénéficier d'un avocat dès les premières heures ne serait pas tout à fait légale selon les juges de Strasbourg... D'autant qu'elle arrivait au nombre de 800 000 en 2009 (+ 67% depuis 2002). La Cour de cassation a décidé que les nouvelles règles s'appliqueraient dès le 1er juin 2011.

Cette réforme est une avancée, bien que pour l'instant inapplicable à 100 % faute de moyens techniques. Elle a provoqué un tollé chez les policiers. Selon eux cette loi mettrait en péril leurs enquêtes car les prévenus sans avocats se sentent « coincés » et passent donc mieux aux aveux...

En la rendant inapplicable, le gouvernement espère bien justifier son annulation rapidement. Une affaire qu'il ne faut donc pas perdre de vue !

Chasse aux (Drapeaux) étrangers

En mars dernier, trente-deux député-e-s de droite ont déposé une proposition de loi pour « réglementer l'usage d'un drapeau étranger dans l'espace public » en soumettant le déploiement d'un drapeau étranger à une déclaration préalable en préfecture. Une nouvelle provocation qui porte atteinte à la liberté d'expression, alimente des sentiments nationalistes, xénophobes et anti-immigré-e-s, stigmatise ceux qui déploient « les drapeaux de leur pays d'origine » et assimile

tout usage d'un drapeau étranger à une « provocation aux principes républicains ». Le but est de dresser les gens les uns contre les autres en fonction de leurs origines, de faire de la personne d'origine étrangère un provocateur et un agresseur potentiel. Pourtant, nos ministres et député-e-s ne s'émeuvent pas lorsque des drapeaux étrangers s'alignent fièrement dans « l'espace public » à l'occasion d'un sommet de l'OTAN ou du G8...

COURRIER DES LECTEURS - Homo, HÉTÉRO, TRANS : LUTTONS POUR L'ÉGALITÉ !

Moi c'est Enzo*, je suis en terminale dans un lycée de Rouen. Je suis un garçon mais mes profs ne sont pas d'accord. Ils continuent de m'appeler Pauline* devant tout le monde et me disent d'arrêter mes conneries. Mais plus blessantes encore sont les insultes des autres lycéen-ne-s. Difficile de trouver du soutien au lycée. Parfois j'en discutais avec l'infirmière scolaire, elle m'écoute au moins, mais comme elle le ferait avec tout élève « souffrant d'une maladie ». Ça ne m'aidait pas trop, moi ce qui me fait souffrir c'est le comportement des autres. Au lycée j'ai rencontré Chris*, avec lui on se comprend. Il est interne, mais dort du côté des filles. À l'internat il était dans la même chambre que sa copine. Ils ont été séparés par l'administration, qui les a installés à deux étages différents, de part et d'autre du bâtiment. Les surveillants veillent à ce qu'ils ne fassent rien « d'anormal ». Mon père ne me parlait plus depuis deux ans, on a repris contact depuis que j'ai arrêté d'aller en cours. Avec lui il faut juste qu'on ne parle pas de « ça ». Je vis chez ma mère, mais c'est de plus en plus difficile depuis que je ne vais plus au lycée. Je cherche une formation en alternance pour être serveur. Ça serait plus simple si mes papiers d'identité ne m'obligeaient pas à ré-expliquer à chaque fois qui je suis.

L'homophobie : un bilan toujours sombre [...]

Depuis les moqueries jusqu'aux agressions physiques plus violentes, voire meurtrières, l'homophobie demeure bien présente dans notre société, malgré une tolérance de façade. Le rapport annuel de l'association SOS-Homophobie (1) révèle une forte augmentation des témoignages de personnes ayant été agressées, au moins 4 victimes d'homophobie chaque jour. [...]

Ce constat est accablant, mais comment s'en étonner puisque les lois inégalitaires défendues avec acharnement par Sarkozy et les discours haineux de politiciens comme Boutin participent à maintenir l'idée qu'il est légitime de rejeter les gays, les lesbiennes et les trans. Il existerait une campagne nationale contre l'homophobie dans l'Éducation (2) mais je n'ai jamais vu une seule affiche dans mon lycée. Dans le même temps le ministre de l'Éducation, Luc Chatel, refuse la projection d'un documentaire à l'intention des élèves de primaire qui vise à les sensibiliser (3).

Enzo* (*les prénoms sont modifiés)

(1) www.sos-homophobie.org

(2) www.gouvernement.fr/gouvernement/campagne-contre-l-homophobie-dans-les-lycees-et-les-colleges

(3) www.le-baiser-de-la-lune.fr/

Dans ce numéro :

L'Europride à Rome	Page 4	Formation : L'impérialisme	Page 8
L'oppression des LGBTI au service du capitalisme	Page 4	Culture	Page 9
Dossier : L'impérialisme au 21ème siècle	Pages 5 à 8	Fusions d'universités	Page 10
Interview de Haitham, militant égyptien	Page 5	Loi Adnot	Page 10
Intervention impérialiste en Libye	Page 5	Réforme de l'éducation	Page 11
L'impérialisme BRIC-ole	Page 6	Admission post bac	Page 11
A bas le G8 !	Page 6	Cette année, il faut venir aux RIJ	Page 12
Françafrique	Page 7	Interview de Sara, militante espagnole	Page 12

EDITO

Génération en LUTTE

Ça y est, les soulèvements amorcés dans le monde arabe viennent de traverser la Méditerranée. Le mouvement de la jeunesse et des précaires de l'État espagnol s'inscrit dans leur continuité. Certes, une mobilisation politique et sociale de masse ne prend pas les mêmes formes dans des pays dominés par l'impérialisme et dans un État capitaliste avancé.

Une telle mobilisation ne sera sans doute pas non plus exactement similaire dans un pays comme la France. Mais il y a bien une unité entre les mobilisations que nous avons connues depuis le début de l'année en France, en Grande-Bretagne, en Italie, au Portugal ou en Irlande du sud et celles qui ont cours en ce début d'été. Toutes répondent à une situation de crises combinées du système capitaliste : économique, sociale, politique, écologique... Toutes illustrent l'instabilité d'une société en faillite et la colère d'une génération à qui aucun avenir n'est offert.

Toutes les possibilités restent ouvertes : des luttes allant en s'amplifiant pour remettre en cause le système dans son ensemble à des phénomènes contre-révolutionnaires dans les pays du Sud et des défaites lourdes dans les pays impérialistes entraînant une démoralisation de notre camp social et la montée en puissance des courants les plus réactionnaires...

Notre futur se joue dans la rue !

L'enjeu pour nous est de passer de la solidarité avec les mouvements des autres pays à une mobilisation en propre des jeunes et de toutes les victimes de la crise, porteuse de revendications sociales concernant l'emploi, la précarité, les salaires, les services publics, la dette et l'avenir de la jeunesse en général, mais aussi de mots d'ordres politiques contre l'ordre établi, pour la perspective d'une société débarrassée de toute exploitation et oppression, sans classe et sans État.

Dès maintenant et sans attendre 2012, le NPA s'adresse à tous les jeunes et à toutes les forces progressistes pour porter ensemble des revendications sociales, lutter dans nos facs contre la casse de nos licences, dans nos lycées contre celle du bac, dans nos quartiers contre le chômage, dans nos boîtes contre la précarité, partout contre le racisme, les oppressions, la destruction de la planète... Ce n'est pas de l'alternance entre l'UMP et un PS plus à droite que jamais que viendra l'espoir d'un changement. Les assemblées générales des places de Madrid, Grenade ou Barcelone démontrent qu'une autre démocratie est possible.

La démocratie, ce n'est pas déléguer son pouvoir à quelqu'un tous les cinq ans et ne plus pouvoir le contrôler jusqu'aux prochaines élections. La démocratie, c'est quand tout le monde élabore les décisions, fait des choix. C'est quand ceux qui sont élus sont révocables à tout instant, qu'ils ne sont pas au-dessus des autres, des professionnels de la politique, mais de vrais travailleurs qui connaissent les conditions de vie et les préoccupations de la majorité de la population.

C'est ce qu'avaient démontré les Communards il y a cent-quarante ans. Au sud comme au nord de la Méditerranée et des Pyrénées, soyons leurs dignes héritiers !

L'EUROPRIDE à Rome Nos identités ne sont pas nationales !

L'Europride est une marche des fiertés à l'échelle européenne, organisée chaque année dans une ville différente, depuis sa fondation en 1991. Cette année, elle a lieu pour la deuxième fois à Rome. Elle se déroule sur deux semaines, composées de nombreux événements culturels, conférences, débats et s'achève par un défilé le 11 juin.

L'Italie est un pays connu pour son conservatisme et ses liens avec le Vatican. La situation des LGBTI est donc loin d'être facile. Il n'existe pas même de loi contre la LGBTI-phobie. L'homophobie et la transphobie, mêlées au sexisme ambiant, y sont très présentes.

Lors de l'Europride de Rome en 2000 (qui était également une Worldpride), la ville a refusé de soutenir l'événement, sous la pression du Pape, bien qu'elle n'ait (« malheureusement » selon ses propres termes) pas pu interdire la grande manifestation. L'un des objectifs de cette Europride sera de pouvoir y changer les mentalités.

L'Europride, ainsi que toutes les autres marches des fiertés tire ses origines des émeutes de Stonewall, à New York, en 1969. À cette époque, l'homosexualité était interdite. Lors d'une descente de flics dans un bar réputé pour accueillir des homosexuels, les occupants du bar ont décidé de ne pas se laisser faire, provoquant ainsi des émeutes de gays, lesbiennes et trans dans la ville, suivies rapidement dans d'autres villes, pendant plusieurs jours.

Aujourd'hui l'Europride a perdu une partie de son aspect politique. Elle est devenue commerciale, notamment depuis la création de la SOFIGED, société commerciale qui possède les marques « (lesbian and) gay pride » et « Europride » - preuve supplémentaire qu'il faut en finir avec le capitalisme ! Cependant, elle reste un grand rendez-vous européen pour les luttes LGBTI, et sera l'occasion de discussions entre les groupes militants radicaux de toute l'Europe.

Anastasia (Comité Jeunes de Caen)

Nos identités ne sont pas nationales !

L'affiche de la Marche des fiertés à Paris a failli ressembler à ça : coq blanc, boa rouge, fond bleu et en-dessous, « En 2011 je marche, en 2012 je vote ». Plusieurs protestations, qui ont mené au retrait de l'affiche par l'inter-LGBT, ont souligné qu'elle reprenait des symboles nationalistes et excluait de la Marche ceux et celles qui n'ont pas le droit de vote en France.

Avec cette affiche l'inter-LGBT se déclare disponible pour faire entrer les lesbiennes et les gays dans l'imaginaire national français afin d'obtenir une intégration normative à la famille traditionnelle (droit au mariage et à l'adoption). Ce faisant, elle s'inscrit dans une stratégie en plein essor du mouvement LGBTI en Occident que Jasbir Puar a appelée homonationalisme. Cela consiste à définir la lutte contre l'homophobie et la défense des droits des lesbiennes et des gays comme une exclusivité et une caractéristique fondatrice de la civilisation occidentale, dans une logique de victimisation des LGBTI et de criminalisation des immigrés, en particulier s'ils sont musulmans (les hommes musulmans, et en général la culture musulmane, seraient les seuls à être homophobes et sexistes. Ce discours a largement servi à soutenir les guerres impérialistes ces dernières années.

Combattre ces stratégies de division et de concurrence des opprimés est indispensable. Cela nécessite de renouveler nos analyses pour s'opposer à la réappropriation par l'idéologie dominante des luttes féministes et LGBTI, et de soutenir l'auto-organisation des femmes et LGBTI non-blancs, pour lutter ensemble contre le racisme interne du mouvement.

Suzanne (Correspondante, Italie)



L'OPPRESSION DES LGBTI ⁽¹⁾ au service DU CAPITALISME

L'hétérosexualité obligatoire : arme du patriarcat ⁽²⁾

L'hétérosexualité n'est pas naturelle, mais le produit d'une construction sociale. Biologiquement, la sexualité peut être multiple dans ses formes comme dans ses objets : il n'y a pas besoin d'un coït reproducteur pour jouir. Mais elle a été canalisée vers l'hétérosexualité obligatoire pour remplir les exigences reproductives.

Elle nous est imposée au travers de plusieurs institutions : à l'école, dans les médias, au sein de la famille. Imposée car on ne nous laisse aucun autre choix : dès le plus jeune âge, nous apprenons qu'un couple « normal » c'est un homme et une femme. L'homosexualité est soit invisibilisée, anormalisée, ou réprimée. L'hétérosexualité est naturalisée et institutionnalisée dans le cadre du mariage et de la famille qui sert le capitalisme. Elle permet d'assurer la continuité de la reproduction de la force de travail pour les patrons, via le travail domestique gratuit des femmes.

Historiquement, il a existé une certaine « tolérance » à l'homosexualité. Par exemple, dans la Grèce antique (société esclavagiste divisée en classes sociales) l'homosexualité masculine était autorisée, mais à condition de ne pas être esclave, d'être riche, d'être marié à une femme et de la mettre enceinte ; il était interdit pour les femmes d'être lesbiennes.

L'hétérosexualité obligatoire impose deux genres binaires (masculin/féminin) et complémentaires. Les femmes sont éduquées pour être douces, calmes, pour plaire aux hommes ; et les hommes pour être forts, virils, dirigeants, et aimer les femmes. Évidemment, chaque genre doit correspondre à un sexe. Le féminin pour les détenteurs de vagin, et le masculin pour les détenteurs de phallus. Comme si le fait d'avoir un sexe « femelle » avait un lien logique avec le fait de faire le ménage et d'avoir un sexe « mâle » avait un lien avec le fait d'aimer le foot. Les personnes trans ⁽³⁾ montrent que le genre est une construction sociale et troublent ainsi le tryptique sexe-genre-sexualité. Dans ce sens, la classe dirigeante pathologise la transidentité pour l'anormaliser, et maintenir le système patriarcal.

Les personnes intersexes ⁽⁴⁾ démontrent qu'il n'y a pas que deux sexes binaires... mais qu'elles ne sont pas non plus un troisième sexe. Selon les normes fixées par les médecins ⁽⁵⁾, nous serions au moins 20% dans la société à être intersexes. Ce qui est défini comme étant un sexe a changé au cours de l'histoire, et n'est pas la même partout. Ces personnes sont alors mutilées dès la naissance, pour maintenir l'ordre binaire des sexes, alors qu'elles sont en bonne santé et qu'elles peuvent jouir.

Homos et FN : une ALLIANCE « CONTRE NATURE »

Au panthéon des groupes Facebook improbables, voici un petit nouveau : « Nous sommes Homosexuel(le)s et nous voterons Marine en 2012 ». Même si son succès reste très relatif, il s'agit d'une création inquiétante par son soutien affiché au « renouveau » du FN via Marine Le Pen, censé reléguer dans le passé, l'homophobie épidermique des frontistes. Ceci s'inscrit dans une tentative du Front national de récupérer les voix des jeunes, des femmes, des LGBTI-Q, en désignant à la vindicte populaire un nouvel Ennemi Intérieur : le Musulman. Laurent Salles, responsable du FN à Suresnes, explique ainsi que c'est dans les « banlieues islamisées » que « les homosexuels se font casser la gueule ». De quoi rassurer les gays qui croiseraient des skinheads...

Le FN devient un parti respectable, on nous le clame partout. C'est-à-dire qu'il n'affiche plus officiellement ses positions antisémites, homophobes, virilistes, anti-IVG... Ce qui n'empêche pas ses militant-e-s de garder leur identité profonde ; le même Laurent Salles s'empare contre la Gay Pride, ce « lobby » qui dégrade l'image des gays qui voudraient, c'est évident, vivre leur sexualité dans la discrétion... Ce que dit aussi Marine Le Pen quand elle parle de « liberté individuelle ». Avec le « nouveau » FN, être gay ne pose pas de problème - à condition de ne pas le montrer !

L'inégalité des droits et la crise accentuent la LGBTIphobie

La crise est un terreau pour la montée des idées réactionnaires. Il y a un an, le Pape tenait un discours homophobe en désignant les homos comme des pédophiles. Plus récemment, on a vu la clique gouvernementale tenir des propos haineux. Que ce soit Vannest (député UMP), « l'homosexualité est inférieure à l'hétérosexualité », ou Boutin (ministre UMP) qui a exigé l'interdiction d'un film éducatif sur l'homosexualité l'année dernière, ou encore la dernière en date, Brigitte Bargès (droite populaire) qui compare le mariage homo au mariage avec des animaux. Ces propos et discours accompagnent évidemment l'inégalité des droits entre homos et hétéros. Les personnes LGBTI sont exclues du droit au mariage, du droit à l'adoption, et sont empêchées de changer d'état civil sur simple déclaration. Y compris, le droit d'asile est refusé pour les LGBTI ayant immigré pour cause d'homophobie et de transphobie.

Le racisme et l'islamophobie sont les armes de la classe dirigeante pour nous diviser et désigner des bouc-émissaires à la crise. Et pour ça elle récupère les causes féministes et LGBTI.

On voit bien que l'oppression des LGBTI est un des piliers qui sert le capitalisme à travers la famille. Pour détruire l'oppression, il faut détruire ses bases matérielles. Et c'est en menant de front la lutte spécifique contre l'oppression et la lutte de classe !

Elsa (Comité Jeunes Paris 8)

(1) *Lesbiennes, gays, bis, trans, intersexes*

(2) *Système fondé sur la domination des femmes par les hommes*

(3) *Tansgenres ou transexuel-le-s. Les personnes trans ne correspondent pas à ce que la société leur dit d'être : « tu as un vagin, tu es une fille, tu as un pénis, tu es un garçon ». Les transexuel-le-s sont celles et ceux qui ont fait l'opération chirurgicale pour changer de sexe.*

(4) *Les intersexes sont des personnes nées avec ce que les médecins appellent une « ambiguïté sexuelle », c'est à dire qu'à la naissance, on ne peut pas déterminer s'ils ont un sexe mâle ou femelle selon les normes scientifiques.*

(5) *Selon la norme scientifique le sexe d'une personne est défini en fonction d'une combinaison des gènes, organe génital, hormones et caractères secondaires (poils, seins...).*

Être homosexuel-le n'empêche pas d'être réactionnaire ou xénophobe. Mais le FN construit son identité sur l'imposition des normes donnant le pouvoir aux hommes blancs hétérosexuels et écrasant les autres. La « respectabilité » du FN est une mascarade qui dissimule mal les mêmes positions nauséabondes ; J-M. Le Pen qualifiait encore en février l'IVG et l'homosexualité de « causes de notre décadence ».

La réponse à la nouvelle hypocrisie du FN ne saurait se trouver dans les urnes, comme le suggère le slogan de la Gay Pride 2011 « En 2011 je marche, en 2012 je vote ». L'idéologie frontiste est aujourd'hui largement relayée par les médias et les partis politiques, même de gauche, qui se laissent entraîner sur les terrains glissants du républicanisme et de la laïcité, cache-sexes d'une « identité nationale » blanche, chrétienne, et patriarcale. Dans les partis, les syndicats, les associations et collectifs LGBTI-Q, il faut alerter sur le danger que représente le FN pour la liberté de choisir son genre, son sexe, ou son orientation sexuelle.

Chloé (Comité Jeunes Sorbonne)

L'IMPÉRIALISME AU 21ÈME SIÈCLE

Nous avons un ennemi commun avec les peuples qui se soulèvent dans le monde arabe : notre gouvernement qui au Nord laisse faire les licenciements, brise nos acquis sociaux, nous divise avec le racisme et au Sud exploite, pille, assassine...

Nous vivons dans un monde en mouvement. Les anciennes puissances sont moins à l'aise face à de nouveaux concurrents, le rapport de forces entre les opprimés et les dominants commence à évoluer, la perspective d'une transformation révolutionnaire de la société est de plus en plus crédible...

Notre solidarité, elle, ne changera pas. Elle doit s'adapter aux nouvelles coordonnées de la situation pour que bientôt, le système mondial actuel ne soit plus notre seul horizon.

Interview de Haitham, militant anticapitaliste égyptien

Les 7 et 8 mai se sont tenues à Marseille les premières Rencontres anticapitaliste euro-méditerranéennes. Une vingtaine d'organisations, venues d'une dizaine de pays, se sont regroupées alors que dans le pourtour méditerranéen une nouvelle période de lutte et de révolution est en train de s'ouvrir. La situation dans le monde arabe était au cœur des échanges. Si des dictatures sont tombées il faudra approfondir les processus pour conquérir l'émancipation de tous les peuples et de tous les travailleurs. Ces rencontres n'étaient que les premières. Il est convenu d'en organiser de nouvelles d'ici un an, et cette fois de l'autre côté de la Méditerranée.

Haitham est un jeune militant égyptien, il habite au Caire, et fait partie de Renouveau Socialiste, une des organisations révolutionnaires du pays.

L'ÉA : Peux-tu résumer la situation aujourd'hui en Égypte ? Où en est le processus révolutionnaire et quels sont les problèmes que vous rencontrez ?

Haitham : C'est une grande question ! Nous avons un processus révolutionnaire en cours mais aussi des forces contre-révolutionnaires qui ne veulent pas que la révolution avance. Elles demandent seulement quelques modifications du système politique, du système social sans remettre en cause le système lui-même. Elles sont représentées par l'armée, le gouvernement, des parti libéraux (de droite) et des organisations réactionnaires comme les Frères musulmans. Leur but est de vider la rue de toute contestation.

Leurs propagandes insistent sur le fait que c'est au gouvernement et au conseil militaire de réaliser les revendications de la révolution, alors que la première loi faite par ce nouveau gouvernement c'est une loi qui criminalise toute contestation et toute grève ! Moubarak lui-même n'avait pas osé faire ça ! Le conseil militaire a eu une attitude très violente vis-à-vis des manifestations dernièrement. Il a utilisé la force et a arrêté des dizaines de personnes.

Dans la révolution, il y a un camp qui insiste pour continuer jusqu'au bout. Les revendications de la révolution ce n'étaient pas seulement la chute de Moubarak et de traduire ses agents devant un tribunal. Les pauvres ont des revendications, les ouvriers ont des revendications, les paysans, les étudiants aussi, ont des revendications. Ce qu'ils veulent c'est la justice sociale et la liberté politique. Aucune de ces revendications n'a encore été obtenue. Donc pour nous la révolution doit continuer.

L'ÉA : Quel est et a été le rôle des révolutionnaire dans ce processus ?

Haitham : Avant et après la révolution l'influence des révolutionnaires est très limitée. Nous participons à la hauteur de nos moyens. Nous défendons encore que la révolution doit continuer jusqu'au bout, jusqu'à la réalisation de toutes les revendications sociales et politiques des pauvres d'Égypte.

Notre participation s'est faite sur deux niveaux. Le premier en participant aux rassemblements et aux sittings sur la place Tahrir et partout dans les autres provinces et villes d'Égypte où il y avait des rassemblements. Le deuxième c'est au sein du mouvement ouvrier. Nous avons poussé les ouvriers à faire grève et à participer à la révolte. Là nous avons obtenu un succès malgré notre faible poids, surtout les deux jours qui ont été décisifs dans la chute de Moubarak.

L'ÉA : Quelle a été la place des jeunes ?

Haitham : Les jeunes ont joué un rôle très important, que ce soit avant, au niveau de la préparation, ou après. En résumé, elle a été l'étincelle de la révolte. Les jeunes ont utilisé les nouveaux moyens de communications (Facebook) pour pousser et convaincre les gens de participer à la révolte et surtout à la première manifestation du 25 janvier. Ils ont joué un rôle dans l'organisation et l'animation des rassemblements et des sittings. Ils ont mis en place des coordinations entre eux, ils ont animé des débats à l'intérieur des sittings pour défendre les revendications de la révolution...

Ils appartiennent à des courants politiques différents, ils ne sont donc pas alignés sur les mêmes positions et cela s'est clarifié après la chute de Moubarak. Les jeunes des Frères musulmans ont accepté la demande du Conseil militaire d'arrêter les manifs, les contestations et les grèves. Ils étaient d'accord avec la réforme constitutionnelle au contraire des jeunes révolutionnaires. Si les jeunes ont joué un grand rôle, cette révolution n'est pas la révolution des jeunes : ce sont eux qui ont commencés mais ce qui a été décisif c'est quand les ouvriers, les pauvres, les paysans l'ont rejointe.

L'ÉA : La révolution égyptienne peut-elle jouer un rôle vis-à-vis de la question palestinienne ?

Haitham : La réponse est liée à la suite du processus. Si le courant qui appelle à continuer à résister contre la politique néo libérale, l'impérialisme et le sionisme réussit à être majoritaire, il y aura des conséquences positives sur la situation en Palestine. Sinon, la situation en Palestine ne va pas changer. On est optimiste : sous le gouvernement Moubarak il y avait beaucoup d'entraves au mouvement de solidarité avec la Palestine. Elles sont tombées aujourd'hui avec la révolution. Nous on pense qu'il faut rassembler tous les révolutionnaires et que dans ce regroupement la question palestinienne joue un rôle primordial y compris dans la lutte anti-impérialiste.

L'ÉA : La révolution égyptienne a-t-elle pu jouer un rôle dans la lutte contre l'impérialisme ?

Haitham : Sur ce niveau-là, malheureusement, on n'a pas réussi grand-chose. La voix du gouvernement, du conseil militaire et des partis liés à ce conseil et au gouvernement restent forts. L'impérialisme, les États-Unis, les européens et l'État israélien, jouent un rôle dans ce qui se passe en Égypte. Ils ont des liens très fort avec le conseil militaire. Une nouvelle fois tout dépend du processus révolutionnaire et de la vision qu'on y défend : le processus doit continuer et on doit combattre l'impérialisme, les politiques néo-libérales et Israël !

Propos recueillis par Marthe et Mimosa (Comité Jeunes

Aix-Marseille)

INTERVENTION IMPÉRIALISTE EN LIBYE : UNE GUERRE COLONIALE CLASSIQUE

Si l'OTAN a concentré ses interventions de « support aérien » autour de la raffinerie de Ras-Lanouf, qui concentre les deux tiers des capacités de raffinage du pays, c'est que l'invasion de la Libye a déjà commencé. Les unités d'assaut qui opèrent depuis longtemps sur le territoire ont préparé la guerre et sont en train de l'effectuer.

Les intérêts en jeu

Après l'abolition des sanctions en 2003, les compagnies pétrolières occidentales ont afflué en Libye avec de grandes attentes. Elles ont été déçues. Le gouvernement libyen, sur la base d'un système connu sous le nom d'Epsa-4, concédait les licences d'exploitation aux compagnies étrangères qui laissaient à la compagnie étatique (National Oil Corporation) la majeure partie du pétrole extrait : étant donnée la forte concurrence, ce pourcentage arrivait à environ 90 %. En 2005-06, après la normalisation des relations de la Libye avec l'Occident, la NOC a réalisé des appels d'offres internationaux pour l'exploration/exploitation de ses réserves pétrolières, les plus importantes d'Afrique. Cependant, les contrats passés avec les multinationales étrangères ont pris la forme de joint-venture (ou co-entreprises) particulièrement favorables au pouvoir libyen.

Voilà qui commençait sûrement à ennuyer les affameurs de l'univers car à la première déstabilisation du régime, leur valet français, Sarkozy, s'est empressé de reconnaître les « représentants » des rebelles et a juré d'intervenir. Ce Conseil National de Transition a donné, lors du sommet de Londres du 29 mars, des gages de « démocratisation » en créant la LOC (Libyan Oil Corporation), destinée à se substituer à la NOC qui faussait la « libre concurrence ». Sa mission sera de concéder des licences à des conditions extrêmement favorables pour les compagnies états-uniennes, britanniques et françaises. Seraient par contre pénalisées les compagnies italiennes et allemandes, qui étaient avant la guerre les principales productrices de pétrole en Libye, et les compagnies russes et chinoises, à qui Kadhafi a promis de donner les concessions retirées aux compagnies européennes et états-uniennes.

Les plans des « volontaires » prévoient aussi la privatisation de la compagnie d'État, qui serait imposée par le FMI en échange d'« aides » pour la reconstruction des industries et infrastructures détruites par les bombardements...

Gautier (Comité Jeunes de Caen)

Le Brésil, nouveau terrain d'expansion de L'IMPÉRIALISME FRANÇAIS

Après avoir été considérée longtemps comme « l'arrière-cour » des États-Unis, l'Amérique latine est aujourd'hui l'une des régions du monde où l'Union européenne espère ouvrir de nouveaux marchés pour sortir de la crise. L'un des relais principaux de cette expansion de l'impérialisme est le Brésil.

Un axe franco-brésilien

En échange du soutien français à son entrée dans la cour des grands – au G20 et au Conseil de Sécurité de l'ONU – le Brésil a signé un Plan d'action franco-brésilien en février 2008. C'est un programme d'implantation des industries françaises, point d'appui pour une expansion dans toute la région. Il prévoit de faire du Brésil le relais militaire de l'impérialisme européen, avec notamment la vente d'un porte-avion et de quatre sous-marins dont un nucléaire. Ce plan prévoit aussi d'intensifier la coopération dans le domaine de la recherche spatiale et de l'énergie nucléaire avec l'autorisation donnée aux entreprises françaises de prospecter la présence d'uranium sur le territoire brésilien, ce dont peuvent se réjouir les groupes Alstom, Veolia, Suez Energy, AREVA, Dalkia, et d'autres déjà implantés au Brésil.

Cela signifie davantage de déforestation, de déplacements de population et de pollution. Les accords amplifient les engagements transfrontaliers (entre la Guyane « française » et le Brésil) visant la répression du commerce « illégal », la pêche, l'extraction d'or, renforçant ainsi le contrôle des grandes firmes d'exploitation aurifères sur les ressources naturelles.

L'IMPÉRIALISME BRIC-OLE

La crise économique déclenchée en 2007 aux États-Unis avec les subprimes a accéléré le déplacement du centre de gravité du capitalisme.

Triade vs. BRIC

La part de la Triade (US, UE, Japon) dans le PIB mondial est passée d'environ 50% en 1999 à 39% en 2010 ; entre 1990 et 2005, le taux de croissance des pays émergents (groupe BRIC – Brésil, Russie, Inde, Chine) s'élève à 5,2%, soit presque le double de celui de la Triade. En Asie, tous les pays affichent depuis la crise des performances encore plus impressionnantes : c'est le cas notamment de la Chine, du Vietnam et de l'Indonésie. Pourtant, 64% de l'investissement mondial se concentrent encore dans la Triade, et on note un taux similaire pour la consommation. Ce phénomène résulte d'une configuration contradictoire qui perdure encore aujourd'hui et constitue un élément majeur d'instabilité économique et politique dans ce contexte de crise.

Les BRIC, toujours sous contrôle du Nord

On peut d'un côté y reconnaître les traits traditionnels de l'impérialisme. La richesse produite par les BRIC n'est pas destinée à la consommation locale mais à l'exportation. Cette production tournée vers l'exportation est en grande partie l'œuvre d'entreprises multinationales : dans le cas chinois par exemple, 60% de l'export est directement produit par des entreprises états-uniennes installées en Chine. On observe le développement classique d'économies « désarticulées », où se creuse le décalage entre les besoins des populations locales et ceux du capital international et où l'exploitation et la destruction sociale et environnementale atteignent leur maximum.

A Bas Le G8 !

Les réunions du G8 rassemblent les chefs d'État des vieilles puissances (Allemagne, Canada, États-Unis, France, Grande-Bretagne, Italie, Japon, Russie). Les nouvelles, comme le Brésil, la Chine ou l'Inde sont associées au G20. Une poignée de dirigeants se réunit pour décider des politiques qui seront imposées au reste du monde. Il y a un lien direct entre ces sommets et les politiques que nous subissons au quotidien. C'est à cette occasion que sont élaborés les plans d'austérité, faisant payer la crise du capitalisme aux jeunes et aux travailleurs.

Privatisations, coupes budgétaires, suppressions de postes, dettes des États, cadeaux fiscaux aux plus riches, renflouement des banques, allongement des durées de cotisation... Toutes ces politiques sont imposées au rythme des grandes puissances et appliquées par les institutions financières comme le FMI et l'OMC. Le G8 n'est pas légitime, nous ne pouvons laisser les capitalistes décider pour toute la planète dans l'intérêt des multinationales !

Le bilan de ceux qui nous dirigent est catastrophique : crise économique, pauvreté, chômage, catastrophes écologiques, guerres... Nous devons remettre en cause la légitimité de ces institutions, réclamer le partage des richesses, la protection de nos ressources, et une véritable rupture avec le système capitaliste et le productivisme, faire un pas vers la société socialiste que nous voulons construire.

Un contre-sommet réussi

Depuis plusieurs années, chaque sommet est accompagné d'un contre-sommet qui regroupe les mouvements sociaux de plusieurs pays pour dénoncer les politiques libérales et proposer une autre société. Notre faiblesse par rapport aux capitalistes est que notre camp social n'est pas organisé à l'échelle internationale. Nos luttes ne sont pas coordonnées. Participer aux contre-sommets du G8 et du G20 est un premier pas vers cette organisation internationale dont nous avons besoin.

Le 21 mai, plus de 7000 personnes de plusieurs villes de France ont défilé au Havre contre ces capitalistes qui croient contrôler le monde. ATTAC, Solidaires et le NPA ont animé les plus gros cortèges. Alors que

Lula, au service des riches

Malgré le recul de l'extrême pauvreté au Brésil, les inégalités restent criantes. À en juger par le paiement de la dette publique et de ses intérêts (36 % du budget annuel de l'État en 2009, soit 200 000 milliards de réis) et par le profit réalisé par les banques et les grandes entreprises, l'ère Lula a été bien plus bénéfique pour les plus riches, grands propriétaires terriens, banquiers, rentiers, industriels de la construction civile et de l'agroalimentaire...

Point d'orgue de cette transformation du Brésil en relais de l'impérialisme : la décision du président Lula de satisfaire la demande des pays impérialistes sous l'aval des Nations unies en envoyant des troupes militaires brésiliennes en Haïti suite au tremblement de terre.

Les tensions commencent à se manifester : le Mouvement des travailleurs sans terre (MST) est en train de se radicaliser. En décembre 2009, des centaines de familles exaspérées ont envahi la plus grande entreprise mondiale de jus d'orange en déracinant 12 000 orangers et en détruisant des édifices, des tracteurs, etc. L'intention était de rappeler à Lula ses promesses (manquées) de réforme agraire...

En France aussi nous devons dénoncer les accords militaires, l'exploitation dont sont victimes les salariés des entreprises françaises, le déplacement des populations indigènes et le fardeau de la dette qui pèse toujours sur de nombreux pays d'Amérique latine !

Léa (Comité Jeunes 92 Nord)

Fait plus inédit, la puissance dominante est importatrice nette de capitaux. Pendant vingt ans, les États-Unis ont été dans la position de drainer du reste du monde les capitaux nécessaires à financer leur consommation et donc leur croissance. C'était rendu possible par le rôle politique du dollar comme monnaie de réserve internationale et par la confiance dans les titres de la dette publique états-uniennes. Ces deux conditions sont aujourd'hui remises en question.

De nouveaux marchés et de nouveaux concurrents

La crise actuelle représente un moment de rupture du capitalisme avec son mode de fonctionnement récent et entraîne pour les classes dominantes la nécessité d'établir un nouveau régime d'accumulation. La situation de surconsommation a conduit les ménages américains au surendettement, déclenchant la crise en 2007 : ce n'est plus une solution viable pour assurer la réalisation de la plus-value. Le débat entre capitalistes porte sur la nécessité d'étendre le champ de valorisation du capital aux BRIC, par le développement de leur consommation interne. Faire de ces pays, non plus les usines du Nord, mais des marchés de consommation comme dans les pays impérialistes. Mais cette « solution » implique aussi l'affirmation de ces pays comme nouvelles puissances impérialistes, pouvant entraîner un regain de tensions politiques et militaires entre eux et les États-Unis et leurs alliés.

Francesco (Comité Jeunes Tolbiac)



la manifestation avait lieu loin du sommet, qui se tenait à Deauville, et plusieurs jours avant, la ville a été mise en état de siège : magasins fermés, hélicoptères patrouillant plusieurs jours avant, dispositif policier énorme...

La provocation et la stigmatisation des manifestants a joué à plein. La manifestation s'est néanmoins bien déroulée. Elle a été suivie d'un meeting international avec des camarades du Japon, de Tchernobyl, d'Afrique du sud, de Grande-Bretagne... Puis d'un concert.

Les militant-e-s qui voulaient assister aux débats du lendemain se sont retrouvés dans un camping autogéré le soir. Là encore, la police a patrouillé toute la nuit pour fouiller ceux qui s'aventuraient dans la ville. Mais finalement, le forum a été un succès pour coordonner nos luttes et préparer le sommet du G20 en novembre !

Bryan et Maève (Comité Jeunes de Rouen)

L'IMPÉRIALISME A-T-IL UNE ACTUALITÉ AU 21ÈME SIÈCLE ?

Les révolutions dans le monde arabe portent à la fois des revendications démocratiques et sociales. C'est parce que des pays plus riches assignent un certain rôle à ces pays (extraction de matières premières, industrie exigeant peu de qualifications, agriculture d'exportation) qu'il y a de la misère et qu'il faut des régimes autoritaires pour assurer la paix sociale et l'ordre mondial.

L'impérialisme, ça vient d'où ?

L'impérialisme, c'est la domination d'un pays sur un autre. Elle est d'abord économique : l'économie du pays périphérique (dominé) est inféodée aux besoins de celle du pays du centre (les pays impérialistes).

Ce système mondialisé n'est pas nouveau. Dès la fin du Moyen-âge, et avec les découvertes de « nouveaux » continents (qui n'étaient pas nouveaux pour les peuples qui vivaient là !), les Européens organisent une première division du monde. C'est le commerce triangulaire: des marchands européens partent en Afrique où ils échangent des objets contre des esclaves, puis ils les emmènent en Amérique où ils les échangent contre des productions locales comme des épices qu'ils rapportent en Europe...

Dans ce système, les marchands européens ne se contentent plus d'échanger des marchandises avec de l'argent comme intermédiaire (marchandise - argent - marchandise ou M-A-M). Ils accumulent du capital en faisant un profit sur la marchandise, en la revendant plus chère. C'est la forme A-M-A' (A' désignant l'argent avec une plus-value - un profit). Cette accumulation permet de développer l'industrie. Les marchands européens ou nord-américains possèdent des manufactures, puis des usines et tirent leurs profits du travail des salariés. C'est cet ensemble qu'on appelle le capital. La nouvelle classe qui dirige l'économie s'appelle donc la classe capitaliste.

Ça vient du capitalisme !

Dans les premiers temps, les usines sont petites et nombreuses. Les nouveaux capitalistes sont en concurrence, certains en rachètent d'autres. Dans une deuxième phase, les grandes entreprises qui ont survécu à la concurrence se développent. Elles ne passent plus par les grossistes pour l'approvisionnement mais achètent les sources de production de la matière première, supprimant également les intermédiaires pour la vente. Rapidement, les marchés sur lesquels elles agissent sont saturés. Elles doivent en aborder d'autres, soit en diversifiant leurs activités soit en allant dans d'autres pays. Les grandes entreprises se tournent ainsi vers des pays moins avancés économiquement, car elles n'y auront aucune concurrence et c'est aussi là qu'elles trouveront des matières premières à piller. Dans la bouche de Jules Ferry : « Dans la crise que traversent toutes les industries européennes, la fondation d'une colonie, c'est la création d'un débouché » ! C'est ainsi que naît l'assujettissement des pays de la périphérie à ceux du centre. L'impérialisme, c'est le stade ultime du développement du capital, de son hégémonie sur le monde. C'est le stade suprême du capitalisme.

Pour s'assurer une domination économique, les puissances capitalistes commencent par coloniser des pays. D'abord dans les « nouveaux mondes » (Amériques et Océanie), puis en Afrique et en Asie. Elles se partagent le monde et s'affrontent lors de guerres coloniales, à la fois avec les peuples et entre elles.

Après deux guerres mondiales qui sont les aboutissements de cette concurrence inter-impérialistes, trois changements s'opèrent. D'abord, les pays impérialistes se dotent d'institutions internationales pour réguler leurs conflits (ONU, FMI, Communauté Européenne). Ensuite, le vingtième siècle est marqué par l'opposition entre les États impérialistes et de nouveaux concurrents que sont les États bureaucratiques (URSS, Chine). Enfin, les pays coloniaux commencent à remettre en cause la domination qu'ils subissent en profitant de l'opposition entre les grands blocs. C'est le mouvement dit « tiers-mondiste ». Des régimes nationalistes tentent de développer un capitalisme national, fondé sur une industrie et une agriculture d'auto-suffisance. Mais dans un monde déjà dominé par des puissances capitalistes, ils ne trouvent pas de débouchés internationaux suffisants, d'autant plus qu'ils accusent en permanence un retard technologique. Ces régimes échouent car ils n'ont pas vocation à assurer la justice sociale. Ils sont fondés sur une utopie : développer une bourgeoisie capitaliste nationale.

L'impérialisme, c'est pas un peu dépassé ?

La fin de la Guerre froide ouvre une période de remodelage du monde. Un processus de recolonisation est opéré par les grandes puissances. Les classes dominantes des pays de la périphérie ont acquis une certaine autonomie en développant l'industrie et l'agriculture intensive, mais toutes leurs productions sont réalisées en lien avec des multinationales du Nord et en vue de s'écouler sur leurs marchés.

Certes, les vieux prés carrés sont remis en cause et de nouvelles alliances politiques émergent. Avec Sarkozy, la France et l'UE coopèrent beaucoup plus avec les États-Unis pour faire face aux économies émergentes (Brésil, Chine, Inde, Russie). Certaines théories sont apparues dans les années 90 pour expliquer que le vieux schéma de l'impérialisme était dépassé. Ce sont par exemple celles d'Antonio Negri. Pour lui, il n'y a plus d'impérialisme lié aux pays capitalistes avancés. Ce sont les multinationales qui font la loi et non plus les États, il existerait un « Empire », un peu mystérieux, remplaçant les États-nations... Difficile alors d'expliquer pourquoi ce sont bien des États qui envoient leurs armées faire la loi aux quatre coins du monde, pourquoi ils continuent de s'opposer pour savoir si ce sont leurs entreprises ou celles d'autres pays qui vont accaparer les marchés, etc.

Il est vrai que les multinationales sont de plus en plus imbriquées et qu'il y a des tentatives d'alliances qui dépassent le simple État et même les simples alliances régionales. Mais cette domination n'est pas exercée par un « pouvoir mondial » mystérieux. Elle l'est au moyen d'actions militaires et diplomatiques de chaque puissance dans ses aires d'influence principales. Et les rapports de domination et d'imbrication des économies les unes dans les autres sont toujours plus d'actualité !

Une situation incertaine

L'avancée de la mondialisation a stimulé l'association transnationale des capitaux et a aussi conduit une puissance, les États-Unis, à assumer le leadership pour maintenir la cohésion du système. Le capital s'internationalise alors que les vieux États nationaux continuent à garantir la reproduction générale du système. Le centre de gravité de la situation mondiale et des rapports de forces entre

puissances se déplace vers la rivalité Chine-États-Unis, même si ceux-ci restent la première puissance.

La crise remet en cause cet ordre. Des pays du centre (Portugal, Irlande du sud, Grèce, État espagnol) sont touchés violemment. Même si une série de pays centraux de l'UE sont des puissances capitalistes importantes, le capitalisme européen ne s'intègre pas en tant que tel dans le système capitaliste mondialisé. L'une des conséquences très concrètes est la vague d'austérité qui déferle contre nous.

Le racisme comme arme de l'impérialisme

L'impérialisme a besoin de justifications idéologiques. Pour intervenir en Afrique, en Asie ou en Amérique latine, les dirigeants nord-américains et européens ont longtemps parlé d'une supériorité raciale. Leurs successeurs

n'hésitent pas à parler de supériorité culturelle, de « choc des civilisations », et à expliquer le sous-développement par le « tempérament perdant » des populations périphériques, le poids de la corruption ou de l'immaturité culturelle des peuples du Tiers-monde. L'argumentation colonialiste a changé de style, pas de contenu !

Le racisme est bien évidemment une arme de division des travailleurs. Mais sa fonction va au-delà. L'ennemi est désigné à la fois à l'étranger et à l'intérieur. En France, de par une combinaison de son passé colonial et de la « guerre au terrorisme », l'ennemi à abattre serait principalement le Musulman et l'Arabe.

Anticapitalisme et anti-impérialisme

Nous ne sommes pas anti-impérialistes par simple compassion pour les peuples du Tiers-Monde. Nous le sommes car nous voulons changer le système, ce qui ne pourra pas se faire dans un seul pays. L'impérialisme n'est pas une dérive du capitalisme ; c'est le capitalisme. C'est un système injuste, meurtrier et instable, incapable d'assurer un avenir à l'humanité et même à la planète. On ne peut dissocier les luttes sociales, démocratiques et d'indépendance nationale. Il serait totalement illusoire, et réactionnaire, de croire qu'il y aurait des solutions par un retour au cadre national.

Il faut au contraire refonder une organisation internationale anticapitaliste. C'est ce qu'essaie de faire le NPA avec la Gauche anticapitaliste européenne ou récemment les rencontres anticapitalistes euro-méditerranéennes.

Nous défendons les luttes de libération nationales qui peuvent affaiblir l'impérialisme et mettre sur le devant de la scène les opprimé-e-s, les ouvriers et les paysans des pays du Sud, se transformer en processus de transformation révolutionnaire de la société, de prise du pouvoir par ceux et celles qui font tourner l'économie.

C'est pourquoi, en tant qu'anticapitalistes, nous sommes partie prenante de toutes les luttes de solidarité avec les peuples opprimés, pour le démantèlement des grandes alliances militaires (OTAN, groupes constitués à partir de mandats de l'ONU...), le retrait de toutes les troupes d'occupation, l'abolition de la dette, la régularisation sans-papiers...

JB (Comité Jeunes 92 Nord)

Les colonies françaises, c'est fini depuis 1962 ?

Bases militaires permanentes de la France : Djibouti, Sénégal, Gabon, Côte d'Ivoire

Terrains d'opérations de l'armée française à l'heure où nous écrivons ces lignes : Côte d'Ivoire (opération Licorne + ONUCI), Tchad (opération Épervier + Force européenne de protection des réfugiés du Darfour), République centrafricaine (Eufor + mission Boali), Kosovo (OTAN et Eurofor), Liban (Finul), Afghanistan (OTAN), Libye...

Départements d'Outre-mer : Guadeloupe (6700 km de la France métropolitaine), Martinique (7000 km), Guyane (7000 km), Réunion (10 000 km), Mayotte (8000 km)

Collectivités d'Outre-mer : Polynésie « française » (15 000 km), Saint-Pierre-et-Miquelon (4000 km), Wallis-et-Futuna (22 000 km), Saint-Martin (6 700 km), Saint-Barthélemy (6 700 km), Kanaky ou « Nouvelle-Calédonie » (17 000 km)

Quant à l'UE, elle est présente militairement dans vingt-quatre pays dans le cadre de l'ONU, de l'OTAN ou de la Politique européenne de sécurité et de défense (PESD).

« Post Scriptum » : BIBLIOGRAPHIE

Achtar, Gilbert, *Le choc des barbaries : terrorismes et désordre mondial*, Complexes, 2002 (nouvelle édition 2004)

Katz, Claudio, « L'impérialisme du XXI^e siècle », 2002 : <http://npa.jeunes.free.fr/spip.php?article277>

Mandel, Ernest, *Le troisième âge du capitalisme*, Éditions de la Passion, Paris 1997, Ch. III. « La structure de l'économie capitaliste mondiale » et Ch. XI « Néocolonialisme et échange inégal »

Marx, Karl *Le Capital*, Livre 1, Deuxième section : la transformation de l'argent en capital, Chapitre IV : Transformation de l'argent en Capital ; Septième section : accumulation du capital ; Huitième section : l'accumulation primitive

Marx, *Le Capital*, Livre 3, Section III : Loi tendancielle de la baisse du taux de profit, Chapitre 14 : Facteurs antagonistes, Chapitre 15, « les contradictions immanentes de la loi »

Negri, Antonio et Hardt, Michael, *Empire*, Exils Éditeurs, Paris 2000

Serfati, Claude, *Impérialisme et militarisme – Actualité du 21^e siècle*, Cahiers libres, Éditions Page deux, 2004

Willems, Jan, « La crise mondiale et l'impossibilité de réguler le système capitaliste », 2009 : http://www.lcr-lagauche.be/cm/index.php?view=article&id=1325:la-nouvelle-crise-mondiale-et-limpossibilite-de-reguler-le-systeme-capitaliste&option=com_content&Itemid=53

Une formation des jeunes du NPA : <http://npa.jeunes.free.fr/spip.php?article565>

« La Lesbienne invisible »

Cette année, un one woman show lesbien s'est produit à Paris. Il s'agit d'une lesbienne féminine, Océane Rose-Marie, qui raconte son parcours, révélateur de l'oppression que subissent bon nombres de femmes qui aiment les femmes.

Batte en brèche certains clichés

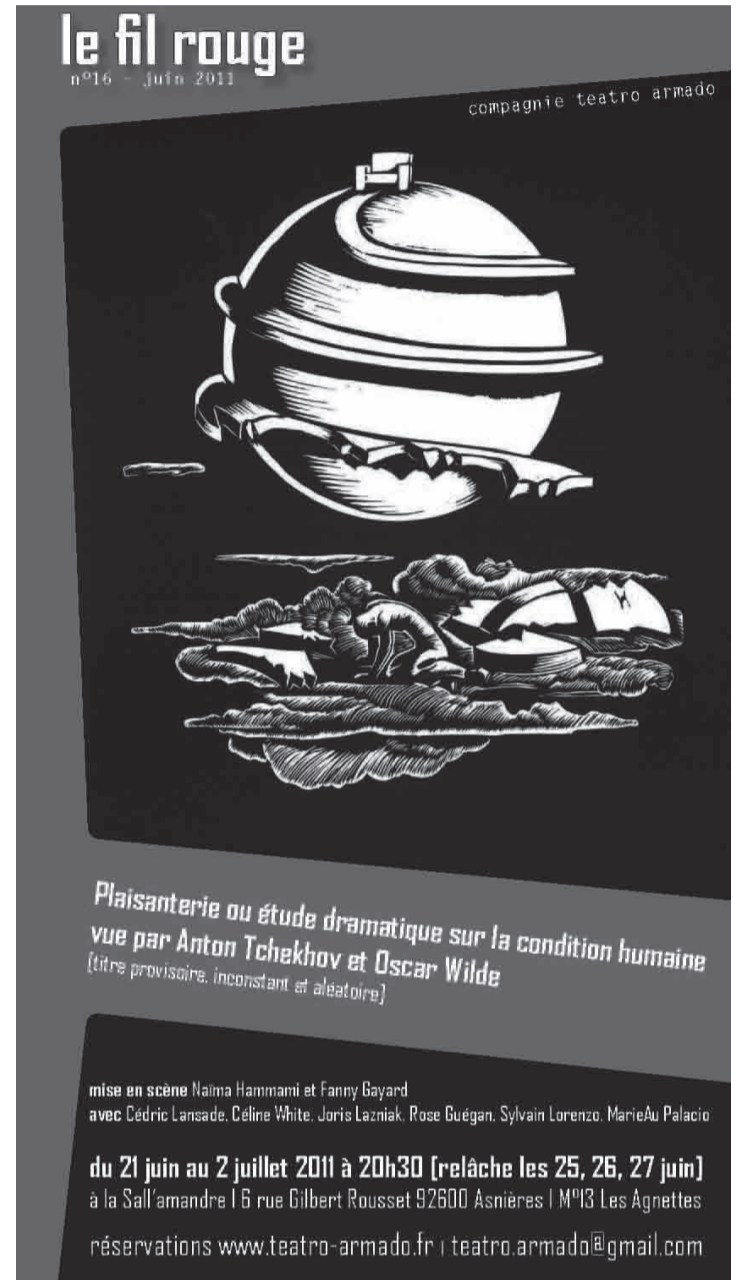
Le show commence par une scène entre elle et sa mère. L'imposition de la norme est telle qu'Océane ne s'aperçoit pas qu'elle est attirée par les filles et qu'elle préfère sa copine de lycée à son petit ami. C'est sa mère, un peu effrayée, qui le lui dit. À partir de là, son « coming out » va se faire auprès de ses amies. Elle va devoir faire face à certains préjugés : non, les lesbiennes ne tombent pas amoureuses de toutes les filles, et non toutes les lesbiennes ne sont pas butchs (masculines). Comme elle le dit : « On peut aimer porter des mini-jupes et mettre des doigts à une fille ». Elle le fait dans la dérision et en retournant, aux hétéros, les questions qu'on lui pose. Y compris, à la fameuse question que se posent les mecs hétéros : « mais comment elles font pour baiser ? », sous-entendu, sans eux... Elle leur répond qu'il n'y a aucunement besoin d'une

bite pour ça. Idée largement véhiculée par les films pornos qu'elle imite : deux femmes se touchent pendant des heures, elles sont très excitées mais ne savent pas se faire jouir, et là enfin, un homme arrive pour les « délivrer ». Ça participe évidemment de l'invisibilisation de la sexualité lesbienne, et plus généralement que les femmes peuvent jouir sans les hommes, d'une sexualité indépendante et autonome.

Invisibilisation due à l'oppression

Tout au long du show elle soulève le problème de l'absence d'imagerie lesbienne. Elle cite Le Pulp, seule boîte lesbienne parisienne (qui a fermé) et montre le manque de lieu pour se rencontrer. Ou encore The L word pour souligner le manque de films ou séries lesbiennes qui permettent de s'identifier.

Malgré quelques scènes un peu longues qui ne sont pas directement liées aux questions lesbiennes, ce one woman show sait tourner l'oppression en dérision.



Où trouver un cinéma anti-impérialiste ?

La puissance du système capitaliste contemporain réside dans sa capacité à produire sa propre critique tout en la rendant totalement inoffensive.

Pensons aux films de Michael Moore sur le massacre de Columbine, sur la politique de George W. Bush, sur le système de santé états-unien... Que retient-on ? Que Marilyn Manson n'est pas responsable des massacres de Columbine mais que c'est dû au malaise dans la jeunesse américaine et à la facilité de se procurer une arme à feu ? Que la politique impérialiste de Bush est liée aux intérêts économiques des plus grands groupes capitalistes du monde ? Que le système de santé des États-Unis est l'un des plus inégalitaires au monde ? Mais qui en doutait encore réellement ?

Et que dire du film *La Stratégie du choc* de M. Winterbottom et M. Whitecross d'après le livre de Naomi Klein ? Excepté que la conférence de Naomi Klein sur les crises économiques et l'amplification des politiques impérialistes qui en résultent est filmée comme un discours d'Obama ou de Sarkozy. Comble du cynisme et du mépris affichés par les producteurs envers les spectateurs, on peut lire à la fin de la bande-annonce : « S'informer c'est résister ! Armez-vous ! » Mais qui de nos jours échappe encore à ces « informations » ? Elles nous sont livrées à domicile à 20h sur toutes les chaînes si ce n'est pas en continu sur d'autres !

Ces films ont été produits sans trop de difficultés. Le capitalisme s'est accommodé depuis longtemps de ces critiques qui, au lieu de travailler à mobiliser les masses, produisent l'effet inverse : ces films renforcent le fatalisme et la résignation en nous montrant un système surpuissant et en ne nous proposant aucune méthode de lutte.

Pour trouver des films porteurs d'une critique radicale du capitalisme, il faut se tourner vers ce que le système tente de noyer dans la masse des productions audiovisuelles, vers ce qu'il rejette à la marge, dans les ghettos des salles de cinéma art et essai, ou en ne proposant aucune traduction de films anticapitalistes étrangers. Aucune salle ne projette les films d'Avi Mograbi, d'Harun Farocki, de Chris Marker, de Robert Kramer...

Ces derniers nous rappellent que les images dominantes qui saturent nos télévisions (et y compris les films cités plus haut) sont les images des dominants. La critique du système passe par la critique des images que nous diffusent les médias dominants.

Ainsi H. Farocki dans *Feu Inextinguible* (1967) nous annonce qu'il refuse de nous montrer des images de Vietnamiens brûlés au napalm pour dénoncer l'utilisation de cette dernière car nous détournerions les yeux et l'on se dépêcherait d'oublier. Farocki se filme en train de se brûler le bras avec une cigarette, nous rappelant simultanément qu'« une cigarette brûle à 400°, le napalm brûle à 3000° ». La suite du film nous montre que lorsqu'on est contre la guerre du Vietnam en Allemagne, en France, on peut soutenir les opprimés en luttant contre la production de napalm dans les pays occidentaux en organisant une grève générale.

Avi Mograbi expose dans ses films sa démarche de réalisateur et nous montre que produire une image des Palestiniens, recueillir des témoignages et représenter l'oppression qu'exerce l'armée israélienne sont des défis qui confirment que les États, les capitalistes ne laissent pas n'importe quelle image exister. En 1972 Jean-Luc Godard rappelait, lors de la réalisation de *Tout va bien* en collaboration avec Jean-Pierre Gorin, que les travailleurs pouvaient utiliser la vidéo amateur pour se filmer pendant les temps de loisirs, en vacances, mais jamais pendant leur temps de travail ! La loi de la propriété privée ne le permet pas...

En ces temps de crises, de nouvelles guerres impériales et de processus révolutionnaires en Tunisie, en Égypte et en Libye, on a besoin de ces cinéastes qui nous invitent à interroger et à critiquer les images qui dominent nos écrans.

Thomas (Comité Jeunes Strasbourg Campus)

A voir :

Avi Mograbi – 4 films, Éditions ARTE Vidéo

Le Fond de l'air est rouge de Chris Marker, Éditions ARTE Vidéo

Images du monde et inscription de la guerre / En sursis de Harun Farocki, Éditions Survivance (à paraître en juin 2011)

Loi Adnot : un pas de plus vers la casse du service public de l'université

Le 1er décembre dernier était votée la loi Adnot. D'abord présentée comme une simple mesure d'ajustement technique à la loi LRU, elle s'inscrit en réalité dans la continuité directe du projet de restructuration de l'enseignement supérieur et de la recherche menée par le gouvernement depuis plusieurs années et le renforce.

L'objectif affiché de cette loi est de lever l'obstacle juridique qui interdisait jusqu'à aujourd'hui aux universités de mettre à la disposition des partenaires privés les locaux dont elle n'est pas propriétaire mais qui lui sont attribués par l'État. En d'autres termes mettre les moyens et les espaces du domaine public à la disposition d'entreprises et d'intérêts extérieurs, susceptibles d'en user librement.

Mais bien que les autres mesures qu'elle implique apparaissent de manière très opaque, la loi Adnot ne se limite pas à des questions immobilières.

Ce processus permettrait également de faciliter l'intégration du secteur privé dans le service public universitaire en accélérant la mise en place des Pôles de Recherches de l'Enseignement Supérieur (PRES). Ces pôles sont de grands complexes associant des universités à des établissements privés. Les partenaires privés, voire les entreprises seraient directement associés à la gestion des universités tant d'un point de vue financier que pédagogique, ils pourraient notamment être en mesure de délivrer eux-même des diplômes de masters et de doctorats. Cela accentuerait également les inégalités entre des universités de proximité qui ne prendraient

en charge que les cycles de licence et fonctionneraient avec des budgets extrêmement faibles et un nombre très faible d'énormes pôles aux budgets faramineux réservés à une minorité de jeunes.

Cette loi, comme toutes celles qui l'ont précédée, tend à mettre définitivement l'université au service des besoins des entreprises et du patronat, nous devons exiger son retrait afin de mettre un terme à la logique du profit maximum qui menace aujourd'hui l'université !

Léa (Comité étudiant Rennes)

Fusions d'universités

Grand établissement, attention au danger !

Lors de ses vœux de décembre à la communauté universitaire, Péresse confirmait son intention de faire émerger une douzaine de grands pôles d'enseignement supérieur, visibles internationalement. Ils recourent les projets universitaires ayant reçu les financements du Plan campus et du Grand emprunt. Mais les projets de Bordeaux et Montpellier semblent abandonnés, celui de fusion des universités de Lille resterait une université publique et non un « grand établissement ». Seuls les projets d'Aix-Marseille et de Nancy-Metz avancent réellement vers ce statut.

La nouvelle université de Lorraine (UdL) imposée en force préfigure l'université de demain. L'une de ses missions sera de concourir « au développement économique local », impliquant le développement de filières et diplômes ultra-spécialisés, en lien avec le bassin d'emploi. Elle met en place la sélection à l'entrée du

deuxième cycle pour certaines formations ; uniquement les filières d'ingénieurs pour le moment, mais dès lors que des dérogations existent, n'importe quelle formation pourra en profiter. Les frais d'inscription peuvent aussi être dérégulés. Les frais optionnels de 300 euros dans certaines écoles pourront ainsi être généralisés et rendus obligatoires.

Droits étudiants, la fin prochaine ?

Le CA de l'UdL comportera quatre étudiants sur trente membres, soit un élu pour 15 000 étudiants. La composition du CS avec moitié d'extérieurs fait planer la menace d'un pilotage de la recherche. Enfin, sont créés des collègiams autour de grands secteurs, qui géreront notamment les MCC. On n'aura donc aucune harmonisation par le haut des conditions d'examen (interdiction des notes éliminatoires, compensation annuelle, rattrapages, sessions balais, semaines blanches...). La taille de cet établissement en fait un

monstre ingérable. À titre d'exemple, le seul collegium santé avec 8 500 étudiants, regroupe plus de monde que la fac du Mans !

Quelle stratégie de mobilisation ?

Nous pouvons dès maintenant préparer les batailles de demain en partant des conséquences les plus immédiates de ces regroupements pour les étudiants, mener une analyse et une bataille commune entre les équipes syndicales, avec les personnels en particulier dans les petites universités menacées. Nous portons trois axes : l'arrêt des fusions universitaires et de la concurrence, le refus du financement sur projet et un financement 100 % public à hauteur des besoins.

Romain (Comité Jeunes Nancy)

La gauche donne des vitamines au MEDEF

Dans toute l'Île de France, une pub de la région nous apprend que « L'apprentissage met des vitamines dans l'emploi des jeunes »... Ah bon ? Mais si une entreprise a besoin d'embaucher, elle le fait, quitte à perdre en productivité le temps de former ses nouveaux employés. Sinon, elle n'embauche pas, même si on lui présente des jeunes parfaitement adaptés à ses besoins.

Par contre, la région Ile de France verse une prime de 1 000 euros par apprenti et par an à toutes les entreprises qui prennent des apprentis, cumulable avec un crédit d'impôts de 1 600 euros à 2 200 euros, une baisse de la taxe professionnelle, une exonération de cotisations sociales pour les employeurs ayant moins de 11 salariés (apprentis non compris) et une exonération des cotisations patronales. On comprend mieux où vont les vitamines !

Jeunes en caserne

Début mai, une quinzaine d'élèves de l'établissement de réinsertion scolaire (ERS) de Nanterre (92) ont suivi un stage militaire... Au menu : levé à 5h30, Marseillaise, nettoyage du camp, parcours d'obstacles, paquetage ou encore marche de 5 km au pas cadencé... Seul bémol, les jeunes restent des civils, ils n'ont pas à se soumettre à la discipline militaire. Et leurs supérieurs n'ont pas semblé apprécier leur humour quand ils changeaient les paroles de l'hymne national ou refusaient d'obéir aux ordres !

Militaires au lycée

Le 19 mai s'est tenue au lycée Chateaubriand de Rennes (35) une conférence animée par des militaires sur les jeunes réservistes et l'esprit de défense. La présence était sur la base du volontariat... Sauf pour une classe de seconde forcée de s'y rendre ! Heureusement, car personne d'autre n'y a assisté ! Les volontaires désignés ont eu droit à une présentation des avantages offerts par le statut de réserviste et à l'éloge des écoles de la seconde chance (écoles de rééducation militaire qui délivrent des diplômes liés à une seule entreprise, sans garantie dans le monde du travail). En même temps, on se tape déjà la JAPD !

CRS en cité-U

La compagnie de CRS dépêchée au Havre pour le contre-sommet du G8 a peu apprécié d'être logée dans la cité-U de Caen (14) : chambres trop petites, sans aération, sanitaires sales... On ne peut quand même pas passer son temps à matraquer les pauvres et les étudiants... et vivre comme eux !

Guéant et l'Éducation

Le 22 mai, Guéant déclarait sur Europe 1 que « les deux tiers des échecs scolaires, c'est l'échec d'enfants d'immigrés ». Des propos curieux alors qu'aucune enquête ne peut prendre en compte l'origine des jeunes. Mais bon, quand il faut racler dans les voix du FN, tous les préjugés sont permis !

Faut pas être bête en cours

Un master recherche universitaire en biologie a été mis en place à Paris-5 et Paris-7, financé et mis en place par Liliane Bettencourt. Depuis son déménagement de Jussieu, l'université P7 est le modèle de Péresse pour la mise en place du Plan licence. Les locaux appartiennent à Vinci et les diplômés à l'Oréal. Les étudiant-e-s le valent bien !

Profs pas chers

Chatel a annoncé le 23 mai la création de masters en alternance pour environ 200 étudiants de M1 Enseignement. Ils pourront soit effectuer un contrat d'enseignement de trois à six heures par semaine rémunéré entre 3 000 et 6 000 euros par an, soit occuper un poste d'assistant pédagogique à mi-temps payé 560 euros par mois... En gros, ils feront des vacances ou auront un petit boulot à mi-temps, comme c'est déjà le cas ! La nouveauté, c'est que ça remplace leur formation réelle au métier de prof et que ça bouche les trous dus aux suppressions de postes.

Chatel au Pôle emploi

L'Académie de Paris a organisé le 25 mai une séance de recrutement d'enseignants du second degré, contractuels ou vacataires, en collaboration avec Pôle emploi. L'Éducation nationale a désormais tout d'une entreprise privée... Sauf les moyens !

Chaînes d'inscription : PRÉPARER UNE RENTRÉE AGITÉE

Une année d'élections est censée se dérouler dans la paix sociale. Finies les mobilisations, si vous n'êtes pas contents du gouvernement, prenez votre mal en patience : dans quelques mois, on vote !

Pax electionem ?

Bien sûr, dans des cas comme ça, il se peut que les médias oublient un peu les questions sociales, ce qui a fait que nous avons été plusieurs fois en grève ces dix dernières années... Et que les débats se focalisent sur des thématiques plus confortables pour la droite, comme l'« insécurité », les « problèmes liés à l'intégration des immigrés »...

Sauf qu'au lieu de mettre ses « réformes » en veilleuse, le gouvernement continue de nous provoquer. Dans les fac, la réouverture de l'arrêté licence, les fusions, la déréglementation, sont autant de raisons de nous mobiliser une nouvelle fois... D'autant que les challengers de Sarkozy, du PS au Nouveau centre, ne promettent pas vraiment d'y mettre un coup d'arrêt.

Alors, si pour une fois, une mobilisation d'ampleur en année électorale devenait possible ? Et si on pouvait gagner ? Mettre par terre les projets d'universités à plusieurs vitesses, les licences sans valeur, la sélection officielle ou déguisée, l'entrée du patronat dans la conception des diplômes ?

Unité à la base

Peu d'organisations intervenant dans les milieux étudiants sont prêtes à prendre ce pari. Un collectif contre la réouverture de l'arrêté licence s'est créé en mai. Il rassemble les jeunes du NPA, Alternative libertaire, SUD-Étudiant, la FSE et des militant-e-s de l'UNEF, dont la direction refuse de reconnaître qu'il s'agit d'une attaque. Pour elle, ce n'est ni bien ni mal. Il faut attendre les annonces officielles de

Pécresse en fin d'année, puis négocier avec elle, avant d'interpeller les candidats à la présidentielle sur leurs projets universitaires.

En 2007, juste après l'élection de Sarkozy, elle avait eu la même attitude concernant la LRU, qu'elle avait négociée pendant l'été. On connaît la suite : le mouvement a tardé à partir, il s'est peu massifié et elle a fini par appeler publiquement à le stopper. Depuis, la déréglementation déferle. À l'époque, toutes les organisations à la gauche de la direction de l'UNEF s'étaient unies dans le Collectif étudiant contre l'autonomie des universités. Cette année, appât électoral ou démoralisation obligent, des partis comme l'UEC, le PG ou la Gauche unitaire refusent de prendre l'initiative sans elle.

Il faut lutter, se syndiquer !

La mobilisation se construira d'autant plus par en bas. Dans toutes les fac, les inscriptions (les « chaînes ») sont une période privilégiée pour discuter avec des milliers d'arrivants, de leur expliquer ce qui les attend. C'est le moment de leur proposer de s'organiser dans un syndicat, de rejoindre une organisation, non sur une base idéologique comme dans un parti, mais sur celle de la solidarité, du collectif. C'est le moment où ceux et celles qui ont des problèmes d'inscriptions, d'aides sociales, de logement, d'exams, peuvent faire l'expérience pour la première fois de l'action collective, des luttes, du rapport de forces et bien souvent de la victoire. Pour vaincre l'individualisme, donner confiance dans les forces de l'auto-organisation et de la solidarité, cela vaut mieux que tous les discours !

JB (Comité Jeunes 92 nord)

Et encore une... Réforme de L'Éducation nationale !

Depuis plusieurs années, notre gouvernement lance des réformes visant à la casse de l'Éducation nationale. Une fois de plus, 16 000 suppressions de postes sont prévues pour la rentrée. La réforme de la première entre en application, pour individualiser les parcours et d'ici l'année prochaine le bac lui-même, tout en orientant de plus en plus de jeunes vers la professionnalisation non encadrée et l'alternance.

Et maintenant, c'est la réforme des rythmes scolaires, consistant à alléger les programmes mais aussi le temps de travail des élèves, qui est évoquée. L'idée est de se référer aux modèles nord-américains, scandinave ou allemand pour réformer les rythmes scolaires, avec des cours uniquement le matin. C'est en réalité, la porte ouverte à une dévalorisation totale des études et du bac, un moyen de supprimer de plus en plus de postes et de filières, surtout professionnelles. La suppression des cours l'après-midi, ce ne serait certainement pas la possibilité de consacrer sa journée aux loisirs, à la culture ou au sport, dans la mesure où il n'y aura aucun moyen en plus. C'est par contre une manière de

pénaliser les élèves issus des milieux défavorisés, qui n'ont pas les moyens de se payer tout ce que l'école n'apporte plus (soutien scolaire, fournitures, sport, sorties culturelles...).

Le débat sur le rythme scolaire est une diversion pour ne pas parler des choses les plus importantes. Une diminution des effectifs par classe permettrait d'avoir plus de travaux pratiques, un meilleur encadrement et donc de réduire le temps de travail personnel.

Mais en aucun cas l'amélioration de nos conditions de vie et d'études ne passera par la baisse des contenus et la casse du baccalauréat national. Lui seul permet à chaque élève de sortir du lycée avec un diplôme commun, offrant les mêmes garanties, notamment d'entrée dans l'enseignement supérieur.

Narymane (Comité Lycées Toulouse)

ADMISSION POST-BAC : LA SÉLECTION À TOUS LES NIVEAUX !

Depuis 2008, les élèves de terminale sont tenus de faire leurs choix de poursuite d'études dans l'enseignement supérieur sur le site APB. Ils disposent de deux mois pour rentrer les vœux dans leur dossier en ligne et pour les classer par ordre de priorité.

Cette application s'est révélée un outil de sélection. Toutes les filières, sélectives ou non, sont désormais soumises à la même procédure. Le site permet notamment la mise en place d'un dossier électronique de l'élève comprenant les notes mais aussi le classement dans la classe et les commentaires de l'équipe pédagogique (profs, CPE, proviseur, etc.).

Il permet la généralisation du processus d'orientation active. Présentée par le gouvernement comme des conseils donnés aux lycéens dans leurs choix, l'orientation active est en réalité un mode de sélection et de réorientation des jeunes dont les profils ne correspondent pas à la filière qu'ils avaient choisie.

APB a donc pour but évident d'accompagner et de renforcer les politiques de sélection menées par les gouvernements à l'université depuis plusieurs années. Mais ce n'est pas tout ! Au mois de février, le

site internet s'est révélé être également un nouvel outil à la politique raciste de l'État. Des élèves de Seine Saint-Denis se sont vus refuser l'inscription dans un IUT par le signal suivant : « Seuls les élèves de nationalité française peuvent s'inscrire dans une formation en apprentissage sur APB ».

Cette mesure illégale de préférence nationale a pour but de lutter contre le travail des sans-papiers. Sous la pression, le gouvernement a été contraint de revenir dessus. Les jeunes peuvent se pré-inscrire sur APB... Mais pour valider définitivement leur inscription, ils devront posséder un titre de séjour adapté.

Nous devons nous opposer à ces mesures de sélections, batailler dans tous les lycées et dans toutes les facs pour que tous les jeunes quelles que soient leur origine puissent s'inscrire dans la filière de leur choix !

Pia (Comité étudiant Rennes)

A MADRID COMME À PARIS, INDIGNONS-NOUS CONTRE LE CAPITALISME !

Depuis le 15 mai, c'est par dizaines de milliers que les jeunes espagnols manifestent leur « indignation » face à la situation de misère qui est la leur. On compte officiellement 21% de chômeurs dans la population active et 5 millions de chômeurs. Dans plus d'un million de foyers tous les membres sont sans emplois, et les indemnités de chômage ne sont plus automatiques.

L'économie espagnole a largement fonctionné pendant des années par la spéculation sur les marchés du logement et de la construction. Avec l'éclatement de la bulle immobilière et la crise des « subprimes », c'est tout un système spéculatif détaché de la production réelle de richesses qui s'est effondré.

Une crise politique profonde

Au moment même où les Indignés campent par dizaines de milliers, organisent des assemblées générales jusque dans les petites villes et dans des quartiers populaires désertés par les organisations politiques, le Parti populaire (PP) de droite vient de remporter largement les élections municipales.

Le Parti socialiste ouvrier d'Espagne (PSOE) mène depuis des années une politique libérale au service du patronat, applique rigoureusement les directives du FMI et de l'Union européenne. Il refuse de s'attaquer réellement à la corruption alors qu'on ne compte plus les affaires...

Au rejet des partis politiques traditionnels vient s'ajouter un discrédit des syndicats. En octobre, alors que le gouvernement voulait faire passer une réforme des retraites, les principales directions ont signé un accord d'application de la mesure. Les travailleurs étaient pourtant prêts à se battre. Cette trahison a discrédité toutes les organisations ouvrières.

C'est dans ce contexte qu'il faut comprendre la manifestation du 15 mai contre la précarité, et la mise en place des campements. Les travailleurs et la jeunesse d'Espagne sont toujours prêts à lutter, sans les organisations traditionnelles.

Il faut une politique anticapitaliste

L'ensemble des organisations politiques sont maintenant marquées de suspicion. Il aura fallu une semaine d'occupation de la Puerta del Sol à Madrid pour que les campeurs ne se déclarent plus « apartistes » ou « apolitiques » mais « apartistes ».

Si les campements expriment un rejet de cette société, ils ne sont pas suffisants en eux-mêmes. Les occupations continuent et le nouveau gouvernement continue ses réformes réactionnaires. Les Indignés ont adopté des revendications, exigeant ainsi à Madrid l'interdiction des licenciements dans les entreprises qui font des profits. L'indignation doit devenir une révolte, pour faire payer les capitalistes. Il faut l'interdiction de tous les licenciements, une hausse conséquente des salaires, la hausse des minima sociaux,



l'indexation des salaires sur la hausse des prix, l'annulation de la dette des États... Poser ces revendications, c'est déjà s'opposer au capitalisme.

Il y a urgence à reconstruire une force politique anticapitaliste représentative de cette radicalité. En État espagnol comme ailleurs, c'est en reprenant et en défendant les revendications radicales des Indignés que les organisations ouvrières traditionnelles pourront sortir de leur crise, retrouver un dynamisme et se massifier. C'est en s'emparant des organisations ouvrières traditionnelles que les Indignés pourront les débureaucratiser, en faire des outils efficaces pour faire aboutir leurs revendications.

Romain (94)